



## JOURNAL DES RETRAITÉS TOUJOURS ACTIFS !

MARS 2021

### AVON FERMETURE DU BUREAU DE POSTE DE LA BUTTE-MONTCEAU

Une manifestation a eu lieu le 27 février et une autre le 20 mars pour protester contre la fermeture du bureau annexe de la poste. La CGTFapt77 est venu soutenir les habitants qui ont fait une association de défense.

Ce bureau est situé dans un quartier populaire et va manquer à ceux qui n'ont pas de moyen de transport. La Poste avait déjà réduit les horaires à 15 heures par semaine. Après les bureaux en zone rurale c'est au tour des bureaux périphériques d'être fermés.

Même si la mairie va reprendre les services rendus par la Poste, il n'y aura plus la même confidentialité et le même service.

La Poste réduit son réseau pour rentabiliser l'entreprise au détriment de la population.

Les retraités sont concernés. Nous ne devons pas nous laisser faire.

### MILITONS CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX

En 2018 au 97e rang national, sur 101 départements, la Seine-et-Marne manque de plus en plus de médecins généralistes. Et par ailleurs de spécialistes. Et cela ne s'est pas arrangé depuis. Comme peut le témoigner un camarade retraité habitant à Meaux.

Lui-même n'a plus de généraliste après le départ à la retraite du sien. Et les généralistes restant refusent de prendre de nouveaux patients.

Les maisons de santé sont souvent inaccessibles à ceux qui ne sont pas véhiculés. Comme pour aller à Montceau-les-Meaux qui va bientôt ouvrir ou à Montyon, où il n'y a pour le moment qu'une doctoresse.

Pour les spécialistes, si pour les dentistes cela peut aller, pour les ophtalmos ou les dermatologues c'est quasi

impossible d'avoir des rendez-vous.

Voilà à quoi on en est réduit. Il devient urgent que les retraités se mobilisent, eux souvent les premiers concernés.

### LE 93 AUSSI

Le manque de médecin n'est pas nouveau dans le département populaire de Seine-Saint-Denis. Mais les derniers chiffres de l'URPS (Union régionale des médecins libéraux) illustrent l'aggravation de la situation.

La Seine-Saint Denis ne compte désormais plus que 895 médecins généralistes, au lieu de 1159 il y a dix ans, alors que dans le même temps la population du département a augmenté de près de 100 000 habitants.

À titre de comparaison, pour une population équivalente, un peu plus de 1,6 million d'habitants, le département des Hauts-de-Seine compte 2614 généralistes, soit presque le triple.

## **POUR LA CGT, LE VACCIN DOIT ÊTRE GRATUIT POUR TOUS**

Les vaccins sont des biens communs et ne doivent pas faire l'objet d'enjeux financiers.

C'est pourquoi la CGT, avec d'autres acteurs, demande de lever la propriété privée sur les brevets qui empêchent la diffusion des vaccins tout en étant le support de profits indécents.

La Sécurité sociale ne doit pas financer la course aux profits et les actionnaires des laboratoires privés.

La mise à sa charge des coûts liés à la pandémie ne doit pas servir de prétexte pour mettre en cause sa pérennité.

Il faut mettre fin au plus vite à l'obligation de s'inscrire en ligne pour accéder à la vaccination qui crée un véritable monopole d'accès au vaccin pour les plateformes privées choisies par le gouvernement.

D'autres acteurs publics, dont les maires, proposent des services d'inscriptions facilités, que l'État, préfets et ARS doivent encourager.

## **RESTOS DU CŒUR : LES DONNÉES DIMINUENT, LES DEMANDES AUGMENTENT**

Militant retraité CGTFapt77 Jean-Jacques avec des bénévoles travaillent dans un centre des restos de Seine et Marne. Nous sommes confrontés avec mes camarades bénévoles à une nette augmentation de la demande d'aide alimentaire depuis le début de la crise sanitaire.

Hormis les personnes accueillies habituellement (demandeurs d'asile, femmes battues, retraités pauvres) ce sont maintenant des travailleurs en chômage partiel et des étudiants qui doivent se résoudre à franchir la porte des restos ce qui n'est pas chose facile et souvent ressenti comme une humiliation.

La collecte nationale organisée début mars a permis de reconstituer une partie des stocks pour la campagne d'été qui vient de commencer et va durer jusqu'en novembre mais les "ramasses" hebdomadaires des invendus des magasins sont en baisse.

Conscient de la gravité de la situation le

département de Seine et Marne a voté en 2020 une aide complémentaire de 120 000 euros pour les 32 centres mais la recrudescence du nombre des plus démunis est de plus en plus préoccupante.

Que dire du fonctionnement des restos, créés en 1985 par Coluche, sinon qu'ils continuent à accompagner les plus fragiles grâce à l'engagement et au dévouement des bénévoles retraités véritable cheville ouvrière de cette belle association.

Jean Jacques Levieux

La CGT USR organise une journée d'action

**Le 31 mars**

Au niveau national

Retraités et retraitées mobilisons-nous,

Faisons entendre notre voix et participons

nombreux et nombreuses à la journée d'action.

Nous exigeons une revalorisation immédiate de 100 euros comme une première étape avant les 300 euros nécessaires.